

<https://www.dijon.snes.edu/spip/spip.php?article3708>



Rencontre avec Monsieur le Préfet de Saône-et-Loire le
23 novembre 2010

Déclaration unitaire départementale

- SNES académique de Dijon - Départements - Saône-et-Loire - Actions -



Publication date: mardi 23 novembre 2010

Copyright © SNES Dijon - Tous droits réservés



A l'occasion de la journée de mobilisation unitaire interprofessionnelle du 23 novembre contre la Réforme des Retraites, mais aussi pour l'Emploi, les Salaires, les Conditions de Travail, les organisations syndicales : Cgt, Cfdt, Cftc, Unsa, Fsu, Solidaires, Cfe-Cgc, ont rencontré le Préfet de Saône-et-Loire.

Elles s'étaient assignées comme mission de faire part, au représentant du Gouvernement la colère, l'indignation, mais aussi la détermination toujours intacte des salariés face aux mépris que leurs affichent le Président de la République, le Gouvernement et ses représentants dans les régions et les départements.

Elles ont notamment tenu à affirmer que :

- La Loi portant réforme aux Régimes des Retraites, est illégitime, non pas au sens constitutionnel, mais au sens politique, dans la mesure où plus de 70% de l'opinion publique refuse le contenu de la réforme qui est, à leurs yeux, injuste et inefficace.
- Les salariés, les citoyens et les organisations syndicales ne sont pas dupes. L'objectif principal de cette réforme n'était pas de trouver une solution aux problèmes de pérennisation du système de retraite solidaire par répartition, mais bien de faire payer aux travailleurs les conséquences de la crise financière et de la rigueur qu'elle provoque, dont ils ne sont pas responsables.
- Les conditions étaient largement réunies pour engager une véritable négociation : Engagement des syndicats pour une véritable réforme comme forces de propositions, soutien de l'opinion publique, unité syndicale durable.
- La détermination des syndicats à poursuivre le combat contre cette Loi, mais aussi pour la défense de l'Emploi, des Salaires et des Conditions de Travail est toujours aussi forte et elle s'exprimera dans les jours et semaines à venir sous des formes multiples.

Elles ont enfin réaffirmé l'exigence d'ouvrir de véritables négociations nationales interprofessionnelles, notamment sur une Réforme des Retraites avec une véritable prise en compte du rôle des organisations syndicales et de leurs représentants.

Mais pour l'heure, les organisations syndicales ont pris acte que le dialogue social dans ce pays, mais aussi dans l'ensemble du territoire national, régions et départements, était MORT ! Ce qui pose dorénavant la question de leur participation aux diverses instances de concertations institutionnelles.

Face à cette déclaration solennelle, le Préfet de Saône-et-Loire, après avoir tenté d'expliquer que les responsables syndicaux n'avaient rien compris à la politique du gouvernement, a exprimé sa seule préoccupation : proposer une réunion aux organisations syndicales pour... parler de la sécurité lors des manifestations, notamment sur la RCEA !

Voilà toute la considération du pouvoir en place : manifestez si vous voulez, mais manifestez sans espérer quoi que ce soit et sans troubler l'ordre public !

Face à l'attitude du représentant du gouvernement, la délégation a quitté cette rencontre après une demi-heure d'un dialogue de sourds.

Nous ne céderons pas, une seule solution, c'est l'investissement et l'action syndicale. Pensons-y tous !





Fédération Syndicale Unitaire